

Débat PNGMDR – Bar-le-Duc, le 20 juin 2019 – « L’alternative à CIGEO ».

Présentation de Bernard Laponche, Global Chance¹

*

Je m’appelle Bernard Laponche. Je représente l’association Global Chance, association de scientifiques, d’experts et d’ingénieurs, créée en 1992. Global à cause des changements globaux, en particulier sur le climat, et Chance, c’était pour dire que justement, ces problèmes qui se posent actuellement à la planète ne devraient pas être considérés forcément comme un effort épouvantable à faire et qui serait une grande souffrance, mais au contraire comme une occasion de changer de civilisation énergétique. Depuis, on a un site et des publications, en grande partie sur les trois sujets qui sont notre expertise, c’est-à-dire l’énergie, le climat et le nucléaire.

On a en particulier travaillé depuis des années sur la question des déchets nucléaires, et participé à tous les débats précédents. Alors, vous me direz que la participation à tous les débats précédents est quelque chose d’extrêmement frustrant. Je comprends beaucoup les gens qui, du coup, ont dit que les débats, cela suffisait, parce qu’un certain nombre d’idées avaient été formulées non seulement par les experts contradicteurs, mais aussi par exemple par les conférences de citoyens, par des groupes de citoyens, qui manifestaient la nécessité de faire des choix différents, ou au moins de les expérimenter. On s’est heurté à un tel refus de prendre sérieusement en compte ces conclusions que l’on était très échaudé. Mais alors, vous me direz : « Pourquoi est-ce que l’on a participé à ce débat ? » Justement parce que dans la phase préparatoire, dont a parlé Michel Badré, il a été admis, et cela, c’est une conquête de la CNDP et de la CPDP qu’il faut saluer, que non seulement on parlerait du Plan National de Gestion des Matières et des Déchets Radioactifs, mais aussi de l’ensemble des problèmes qui sont à l’origine de la production et de la gestion de ces déchets.

C’est-à-dire ne pas considérer comme on le fait d’habitude que l’on fait un constat – il y a des déchets qui sont là, et donc il faut en faire quelque chose —, mais de se poser la question premièrement de leur production au niveau fondamental. C’est-à-dire par exemple le fait de dire que si l’on considère que c’est un risque inacceptable, à ce moment-là, il faut arrêter d’en produire. Mais on voit bien que le mot « acceptable » ou « inacceptable » ne relève ni des scientifiques, ni des techniciens, mais relève de l’ensemble de la population. Pardon ?

Intervention hors micro (de mémoire : l’intervenant dit que c’est la responsabilité de l’Etat).

Normalement, non. Il faudrait en tout cas que l’Etat reflète l’opinion de la population. Alors, vous me direz que ce n’est pas forcément difficile, mais qu’on peut ne pas y croire. Peut-être que quand vous en serez au cinquième débat public sur les déchets dans 50 ans, vous pourrez constater qu’il y a quelques améliorations. Voilà. On en est là. On a pu obtenir que les différents sujets concernant les déchets soient discutés, que ce soit leur production en elle-même, que ce soit le retraitement des combustibles irradiés, qui est unique en France et qui mérite donc d’être discuté, que ce soit l’entreposage des combustibles irradiés que l’on entrepose à l’eau et que l’on peut entreposer à sec, et que ce soit évidemment la gestion des déchets de haute activité et moyenne activité.

À la suite de cette décision, il y a eu en particulier les rapports qui ont été demandés à l’IRSN. Vous avez entendu l’exposé du rapport qui a été réalisé sur la comparaison internationale des recherches qui sont faites, justement pour essayer de résoudre ces problèmes de la gestion des déchets.

¹ Texte établi par B. Laponche à partir du verbatim de la CPDP.

J'ai trouvé cet exposé extrêmement intéressant, pas tellement parce qu'il présente l'ensemble des solutions, et on pourra parler de certaines, en particulier après la présentation de Monsieur David du CNRS qui suivra, mais parce que cela vous montre l'ampleur de la folie humaine. C'est très important. C'est-à-dire que si l'on considère que ces questions sont uniquement une question de scientifiques ou d'ingénieurs, c'est catastrophique. Je me souviens très bien que le Haut-Commissaire à l'Energie Atomique Francis Perrin, qui était donc un grand savant, disait que sur le problème des déchets, il n'y avait aucun problème : « on les met dans les fosses marines profondes ». On s'est aperçu après quelques années, aussi grâce à l'opposition d'un certain nombre de militants de Greenpeace, que c'était une solution inacceptable. Et, de la même façon, sur l'enfouissement profond, récemment, on a trouvé que les Allemands qui avaient parié sur les mines de sel, cela a été une catastrophe, que les Américains qui ont parié sur le projet WIPP, cela a été aussi une catastrophe. Donc il faut être très vigilant. Il y a forcément une dimension technique et scientifique, mais il ne faut absolument pas se limiter à l'opinion des scientifiques ou des techniciens pour des choix qui relèvent de questions éthiques, de questions de gouvernance, etc.

Pour aller plus directement à notre propos, j'ai quand même fait une petite recherche historique qui montre à quel point, en fait, on est arrivé à cette solution Cigéo, dite de référence, par une série de biais qui ont complètement déformé les choses. Il faut en être conscient pour que les dirigeants comprennent bien que si c'est cela la méthode de gouvernement, cela ne peut pas coller. À un moment donné, cela devient insupportable. Je suis remonté assez loin. La première fois que l'on a parlé du stockage des déchets et d'enfouissement géologique, c'était dans les années 1970. Il y avait même un programme européen qui devait étudier cette question. La France était chargée du granite. Le granite, aujourd'hui, on n'en parle plus. On verra pourquoi. Après, on a eu un certain nombre de commissions et la plus importante, la plus intéressante, celle qui, à mon avis, a fait le travail le plus approfondi sur la question des déchets, c'est la commission Casting dans les années 1983-84.

Qu'est-ce qu'il ressort de cette commission ? C'est très intéressant. On peut lire le détail, mais il y a deux points fondamentaux. Le premier, c'est que la réversibilité est un impératif. Il faut, quelle que soit la solution, que l'on puisse revenir en arrière, soit pour des raisons de sûreté ou des raisons scientifiques, soit pour des raisons justement de politique ou d'éthique. C'est-à-dire que quand on dit qu'il faut respecter les générations futures, cela veut dire ne pas leur imposer une solution irréversible. Il faut donc que ce soit réversible. C'est un point très important, qui lui aussi, a été déformé par la suite. Deuxièmement, ils disaient que le retraitement, par exemple, n'est en fait à cette époque, et encore actuellement, que la production de plutonium. L'objectif est la production de plutonium. Et si le retraitement devait être une solution pour les déchets, c'est bien écrit clairement, il faudrait que le retraitement permette de séparer, et c'est possible, les fameux actinides mineurs dont on vient de parler. Donc, il y avait déjà à cette époque des choses fondamentales comme la réversibilité, et le fait que si le retraitement était considéré comme intéressant ou acceptable pour la gestion des déchets, il ne fallait pas en rester à la solution de cette époque, la production de plutonium uniquement. Et ils disaient qu'avant la fin du siècle, le XX^{ème}, c'est-à-dire que c'est déjà passé depuis longtemps, il fallait faire un retraitement qui permette de faire cette séparation, qui après, pourrait être traitée par la transmutation.

Et puis, cela a continué. Dans la loi de 1991, qui a traité du problème des déchets, il y avait la voie de la recherche, transmutation-séparation, celle du stockage géologique, et celle de

l'entreposage à sec. Pour le stockage géologique, il devait y avoir plusieurs laboratoires. Il n'y en a eu qu'un. Il devait y avoir l'étude du granite et de l'argile. On n'a étudié que l'argile. Ce qui est intéressant, c'est que les quatre premiers sites qui ont été envisagés, étaient dans l'Ain, dans l'Aine, du côté de la Loire, pas un mot de Bure. Ce n'était pas considéré comme une région intéressante au début. Comme ces sites ont été refusés par la population, on est passé à autre chose. On a utilisé Monsieur Bataille, l'auteur de la loi de 1991, comme médiateur. Le mot médiateur est très important : médiateur sur la question de l'acceptabilité par les gens, par les populations, et pas sur la qualité technique de la géologie de Bure à laquelle Monsieur Bataille ne connaissait rien, et c'est bien normal.

Et donc, à chaque fois qu'il y a eu une loi nouvelle on a simplifié en disant : « On choisit ceci, et on encarte cela ». Et forcément, quand vous arrivez à la fin du processus, il n'y a plus qu'une solution, c'est Cigéo. C'est inacceptable. Ce serait totalement inacceptable même si le projet était bon, ce qui n'est pas le cas. C'est inacceptable que l'on élimine au fur et à mesure tout ce qui concernait l'étude de solutions alternatives qui étaient présentées non seulement par les opposants éventuels, mais aussi, justement, par des laboratoires, des organisations... Et bien entendu, toutes ces alternatives, qui étaient proposées au fur et à mesure, n'étaient jamais étudiées, ou en tout cas n'étaient jamais publiées.

Il faut en arriver donc à cette CPDP et à cette séance, ou plutôt à la demande de la CPDP à l'IRSN. Personne n'avait demandé avant à l'IRSN de présenter les solutions alternatives. Pourtant, c'est intéressant. Puisqu'il n'y avait qu'une solution, il n'y avait donc aucune raison de faire connaître ce qui a été exposé, où il y a effectivement des choses à rejeter, souvent d'ailleurs pour des raisons d'éthique et pas seulement techniques, mais aussi des solutions intéressantes, et en particulier celle que nous défendons et nous proposons sur la base à la fois de considérations de sûreté et de technique, mais aussi de considérations morales. La considération technique ou scientifique, en résumant, mais cela sera traité par ailleurs, ou cela est écrit longuement, c'est que le projet Cigeot en soi est pas très fameux. En particulier, il n'est pas réversible. C'est clair et net. Quand on dit que l'on permet aux générations futures de faire des choix, les générations futures, ce n'est pas seulement trois ou quatre générations sur un siècle. C'est vraiment des générations futures qui viendront au fur et à mesure. Si ces générations futures s'aperçoivent que le choix est mauvais ou qu'il y a des problèmes de risque qui apparaissent concernant le site, elles ne peuvent rien y faire parce que l'on a rebouché. Donc, il y a une critique assez simple du projet Cigéo.

Est-ce qu'il y a une alternative ? C'est celle que nous proposons, que l'on appelle le stockage à sec en su surface. Stockage à sec, cela veut dire quoi ? Cela veut dire que l'on prend les déchets tels qu'ils sont actuellement, soit les déchets vitrifiés de haute activité qui sont à La Hague, soit les déchets de moyenne activité à vie longue, dont la majorité est aussi à La Hague. Ils sont dans des conteneurs, et ils sont donc entreposés, puisque ce n'est pas définitif, à sec. C'est curieux. Ils sont dans des grandes colonnes, on les appelle des silos, dans lesquelles circule de l'air, à la fois en circulation naturelle et en circulation forcée, de façon à les refroidir, puisqu'ils sont très chauds du fait de leur radioactivité. Ils sont donc déjà en stockage à sec. Comme ils sont très chauds, et très radioactifs, il faut attendre un certain temps, à peu près 60 ans, je crois, pour que leur température soit suffisamment basse pour qu'on puisse les transporter.

Et bien voilà : organisons un stockage à sec, et qu'on appelle en sub-surface, par exemple dans une colline, bien protégé par rapport aux agressions extérieures. On les met là dans des conditions qui sont aussi bien surveillées que celles de La Hague, et on se donne, et c'est cela le fondement de notre raisonnement, suffisamment de temps pour demander à nos physiciens et nos savants, qui sont quand même des gens qui ont quelquefois des idées intelligentes, de trouver une solution satisfaisante. Il s'agit de leur dire : « Ecoutez, il existe actuellement – cela sera présenté de façon plus détaillée par Monsieur David du CNRS – la séparation–transmutation qui n'est pas si facile que cela, mais la science nucléaire qui traite les noyaux de l'atome, elle a 80 ans : on a découvert le neutron en 1968, et la fission en 1939. La première pile atomique qui a fonctionné, c'est en 1942. En 70 ans, on a pu développer la séparation-transmutation, mais rien ne prouve que ce soit la solution ad hoc ». Donc, on dit que l'on fait un stockage à sec en sub-surface, et cela, c'est facile. À la fois le CEA a dit qu'il pouvait faire des conteneurs qui pouvaient tenir 300 ans, ORANO aussi. Donc, stocker, entreposer à sec les HA et MAVL, c'est parfaitement possible. Cela peut se faire dans plusieurs endroits, comme par exemple sous une colline, dans lesquels c'est protégé, surveillé et contrôlé.

Alors pourquoi 300 ans ? Si le développement du nucléaire continue, il y aura toujours des réacteurs, des réacteurs à neutrons rapides par exemple, enfin des choses que moi je considère comme invraisemblables, mais c'est quand même la vision des gouvernants. À ce moment-là, il y aura toujours des gens compétents, capables, des physiciens, des ingénieurs, etc., pour faire en sorte que ces stockages soient bien entretenus, et donc dans une hypothèse de continuation du nucléaire, cela ne pose aucun problème. Cela pose un problème si, ce qui est à mon avis le plus probable, le nucléaire s'arrête. Mais si le nucléaire s'arrête, on sait que pendant au moins 300 ans, voire 500 ans, il faudra contrôler et surveiller les stockages actuels de déchets qui existent en France, à Soullaines, à Moronvilliers et dans le site de la Manche. Il y aura donc toujours des gens qui seront chargés de surveiller ces déchets.

Par conséquent, ce que nous proposons, c'est une solution qui n'est pas définitive et ne s'impose pas aux générations futures, mais c'est une solution qui, sur un temps qui nous paraît suffisant et en tout cas faisable, consiste à demander à la science à partir ou non de la situation actuelle de séparation–transmutation de trouver une solution satisfaisante. Pourquoi la science ne pourrait-elle pas découvrir des choses plus astucieuses que de bombarder des noyaux avec des neutrons ou des protons ? On vous parle tous les jours des fantastiques découverts de la science, l'espace, l'infiniment petit, l'infiniment grand... Si vraiment on fait des programmes entre le CEA, le CNRS, et tous les labos étrangers dont nous avons parlé, on peut réussir. Parce que les Etats-Unis ont le même problème, les Allemands ont le même problème, les Japonais ont le même problème, les Chinois ont le même problème. Tous les gens qui ont du nucléaire ont le même problème de déchets radioactifs. C'est clair. Et bien à ce moment-là, que cet ensemble de laboratoires propose des solutions. Et comme on a un certain temps devant nous, eh bien qu'on les mette en débat, qu'on les explique, qu'on regarde ce qu'est la responsabilité des générations futures. Et les générations futures seront très contentes, je pense, de pouvoir agir sur ces déchets, alors qu'avec Cigéo, on les empêche totalement d'intervenir.

Voilà notre proposition que nous faisons au public pour qu'il se manifeste par rapport à cette conclusion.